



REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPALde la Commune de **NARROSSE**

~~~~~

Séance du 27/02/2025**Délibération n° 2025/02/27-01**  
**FIXATION DU NOMBRE D'ADJOINTS AU MAIRE**

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à 18 h 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué le vingt-et-un février, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Mme Bérengère SABOURAULT, en qualité de Maire,**

M. Albert AUZEMERY ; M. Marc TARBOURIECH ; M. Gérard LE BAIL ; M. Guy HONTANG ; Mme Catherine DARRECAMP ; Christine CASTAY ; M. Jean-Jacques GABOULEAUD ; Mme Claire BIENFAIT ; M. Raphaël ROSSONI ; Nicole BARCELO ; Mme Bérengère SABOURAULT ; Mme Delphine RAVET ; Mme Virginie LOUREIRO ; Mme Elise AVOUAC ; M. Florian DUROU ; Mme Eva VILLENAVE

**Absent excusé** : M. Pascal MARTINEZ

**Procurations :**

|                  |   |                      |
|------------------|---|----------------------|
| Dominique MUCCI  | à | Bérengère SABOURAULT |
| Guilhem IRLANDES | à | Florian DUROU        |
| Valentin DELUCQ  | à | Virginie LOUREIRO    |

**Secrétaire de séance** : Mme Christine CASTAY

| NOMBRE DE MEMBRES |                         |                                       |
|-------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| En Exercice       | Ayant participé au vote | Suffrages exprimés                    |
| 20                | 19                      | Pour: 19<br>Contre: 00<br>Abstention: |

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2122-2,

**VU** la délibération n° 2025/01/21-02 en date du 21/01/2025 fixant le nombre d'adjoints au Maire à 6,

**VU** le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjointes en date du 21/01/2025,



**VU** la démission de Madame Nicole BARCELO en date du 13 février 2025, acceptée par Madame La Préfète le 19/02/2025

**CONSIDÉRANT** que pour assurer le bon fonctionnement des services et afin de valoriser davantage certaines actions menées par la Ville, il est nécessaire de maintenir le nombre d'adjoint jusqu'alors en place,

**Le CONSEIL MUNICIPAL,**

**Après en avoir délibéré, DÉCIDE, à l'unanimité :**

- **DE MAINTENIR** le nombre d'adjoints à 6 comme le permet la législation en vigueur,
- **DE MANDATER** Madame la maire pour prendre toute mesure et signer tout documents utiles à la mise en œuvre de cette délibération

Ainsi délibéré à NARROSSE, les jour, mois et an que dessus.  
Pour Extrait Certifié Conforme.

La Maire

**Bérengère SABOURAULT**



La secrétaire

**Christine CASTAY**

**Publiée le**

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ainsi que le cas échéant de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Pau (sur place ou par envoi postal à l'adresse suivante : Villa Noulbos - 50, Cours Lyautey - 64000 Pau Cedex, ou par voie dématérialisée à l'adresse <http://www.telerecours.fr/>).



## REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
de la Commune de **NARROSSE**

~~~~~

Séance du 27/02/2025Délibération n° 2025/02/27-02
DESIGNATION D'UN ADJOINT AU MAIRE

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à 18 h 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué le vingt-et-un février, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Mme Bérengère SABOURAULT, en qualité de Maire,**

M. Albert AUZEMERY ; M. Marc TARBOURIECH ; M. Gérard LE BAIL ; M. Guy HONTANG ; Mme Catherine DARRECAMP ; Christine CASTAY ; M. Jean-Jacques GABOULEAUD ; Mme Claire BIENFAIT ; M. Raphaël ROSSONI ; Nicole BARCELO ; Mme Bérengère SABOURAULT ; Mme Delphine RAVET ; Mme Virginie LOUREIRO ; Mme Elise AVOUAC ; M. Florian DUROU ; Mme Eva VILLENAVE

Absent excusé : M. Pascal MARTINEZ

Procurations :

Dominique MUCCI	à	Bérengère SABOURAULT
Guilhem IRLANDES	à	Florian DUROU
Valentin DELUCQ	à	Virginie LOUREIRO

Secrétaire de séance : Mme Christine CASTAY

NOMBRE DE MEMBRES		
En Exercice	Ayant participé au vote	Suffrages exprimés
20	20	Pour: Contre: 00 Abstention:

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2122-2,
VU le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjoints en date du 21/01/2025,
VU la délibération n° 2025.02.27-01 en date du 27 février 2025 fixant le nombre d'adjoint au maire à 6,

CONSIDÉRANT que le nombre d'adjoints au Maire est porté à 6 pour assurer le bon fonctionnement des services et afin de valoriser certaines actions menées par la Ville notamment en matière culturelle,



CONSIDÉRANT qu'en cas d'élection d'un seul adjoint, celui-ci est élu au scrutin secret à la majorité absolue conformément à l'article L.2122-7 et suivants du code général des collectivités territoriales,

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, DÉCIDE :

- **DE PROCÉDER** à l'élection individuelle d'un adjoint conformément au procès-verbal joint à la présente délibération et dont les résultats sont les suivants :

NOM et prénom des candidats	Nombre de suffrages obtenus	
DELPHINE RAVET	19	Dix-neuf

- **DÉCIDE** que le nouvel adjoint prendra place en lieu et place Mme Nicole BARCELO (5^{ème} adjointe).
- **DÉCIDE** d'actualiser le tableau du Conseil Municipal comme annexé à la présente délibération
- **DE NE PAS MODIFIER** la répartition des indemnités de fonction versées à Madame la Maire, aux adjoints et aux conseillers municipaux délégués comme suit :
 - La Maire : 50.70 % de l'indice terminal de la Fonction Publique Territoriale
 - Adjoint avec délégations : 16.96 % l'indice terminal de la Fonction Publique Territoriale
 - Conseillers délégués : 8.97% de l'indice terminal de la Fonction Publique Territoriale

Ainsi délibéré à NARROSSE, les jour, mois et an que dessus.
Pour Extrait Certifié Conforme.

La Maire
Bérengère SABOURAULT



La secrétaire
Christine CASTAY

Publiée le

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ainsi que le cas échéant de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Pau (sur place ou par envoi postal à l'adresse suivante : Villa Noullobos - 50, Cours Lyautey - 64000 Pau Cedex, ou par voie dématérialisée à l'adresse <http://www.telerecours.fr/>).



DÉPARTEMENT

40 - LANDES

ARRONDISSEMENT

Dax - 02

Effectif légal du conseil municipal

23

Nombre de conseillers en exercice

20

COMMUNE :

Narrosse

d'un seul adjoint

Élection d'un
adjoint au scrutin
uninominal

PROCÈS-VERBAL

DE L'ÉLECTION D'UN ADJOINT

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept du mois de février à 18 heures
et 30 minutes, en application des articles L. 2121-7 et L. 2122-8 du code général des
collectivités territoriales (CGCT), s'est réuni le conseil municipal de la commune de Narrosse

Étaient présents les conseillers municipaux suivants :

M. Albert AUZEMERY ; M. Marc TARBOURIECH ; M. Gérard LE BAIL ; M. Guy HONTANG ;
Mme Catherine DARRECAMP ; Christine CASTAY ; M. Jean-Jacques GABOULEAUD ; Mme
Claire BIENFAIT ; M. Raphaël ROSSONI ; Nicole BARCELO ; Mme Bérengère SABOURAULT ;
Mme Delphine RAVET ; Mme Virginie LOUREIRO ; Mme Elise AVOUAC ; M. Florian DUROU ;
Mme Eva VILLENAVE

Absent excusé : M. Pascal MARTINEZ

Absents ayant donné procuration :

Dominique MUCCI	<u>à</u>	Bérengère SABOURAULT
Guilhem IRLANDES	<u>à</u>	Florian DUROU
Valentin DELUCQ	<u>à</u>	Virginie LOUREIRO



1.1. Règles applicables

Madame Bérengère SABOURAULT, maire (ou son adjoint) a ouvert la séance. Il a procédé à l'appel nominal des membres du conseil, a dénombré 19 (dix-neuf) conseillers présents ou représentés et constaté que la condition de quorum posée à l'article L. 2121-17 du CGCT était remplie¹.

Il a ensuite invité le conseil municipal à procéder à l'élection d'un adjoint. Il a rappelé que, lorsque l'élection d'un adjoint se déroule au scrutin uninominal, celui-ci est élu au scrutin secret et à la majorité absolue parmi les membres du conseil municipal. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu (L. 2122-4, L. 2122-7, L. 2122-7-1 et L. 2122-7-2 du CGCT).

M. Albert AUZEMERY a été désigné(e) en qualité de secrétaire par le conseil municipal (art. L. 2121-15 du CGCT).

1.2. Constitution du bureau

Le conseil municipal a désigné deux assesseurs au moins :

EVA VILLENAVE

Florian DUROU

1.3. Déroulement de chaque tour de scrutin

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, s'est approché de la table de vote. Il a fait constater au président qu'il n'était porteur que d'une seule enveloppe du modèle uniforme fourni par la mairie. Le président l'a constaté, sans toucher l'enveloppe que le conseiller municipal a déposée lui-même dans l'urne ou le réceptacle prévu à cet effet. Le nombre des conseillers qui n'ont pas souhaité prendre part au vote, à l'appel de leur nom, a été enregistré. Après le vote du dernier conseiller, il a été immédiatement procédé au dépouillement des bulletins de vote. Les bulletins et enveloppes déclarés nuls par le bureau en application de l'article L. 66 du code électoral ont été sans exception signés par les membres du bureau et annexés au procès-verbal avec mention de la cause de leur annexion. Ces bulletins et enveloppes ont été annexés les premiers avec leurs enveloppes, les secondes avec leurs bulletins, le tout placé dans une enveloppe close jointe au procès-verbal portant l'indication du scrutin concerné. Il en va de même pour les bulletins blancs qui sont décomptés séparément et annexés au procès-verbal. Ils n'entrent pas en compte pour la détermination des suffrages exprimés, mais il en est fait spécialement mention dans les résultats des scrutins. Une enveloppe ne contenant aucun bulletin est assimilée à un bulletin blanc (article L. 65 du code électoral). Lorsque l'élection n'a pas été acquise lors d'un des deux premiers tours de scrutin, il a été procédé à un nouveau tour de scrutin.

1.4. Résultats du premier tour de scrutin

a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote : 0 (zéro)

b. Nombre de votants (enveloppes déposées) : 19 (dix-neuf)

¹ Majorité des membres en exercice du conseil municipal ou nouvelle convocation sans condition de quorum.



- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral) : 0 (zéro)
- d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral) : 0 (zéro)
- e. Nombre de suffrages exprimés [b – c – d] : 19 (dix-neuf)
- f. Majorité absolue ² : 10

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
Delphine RAVET	19	Dix-neuf
.....
.....
.....
.....

1.5. Résultats du deuxième tour de scrutin ³

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées)
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral)
- d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral)
- e. Nombre de suffrages exprimés [b – c – d]
- f. Majorité absolue ³

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
.....
.....
.....
.....
.....

1.6. Résultats du troisième tour de scrutin ⁴

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote

² La majorité absolue est égale, si le nombre de suffrages exprimés est pair, à la moitié plus un des suffrages exprimés ou, si le nombre des suffrages exprimés est impair, à la moitié du nombre pair immédiatement supérieur.

³ Ne pas remplir les 1.5 et 1.6 si l'élection a été acquise au premier tour.

⁴ Ne pas remplir le 1.6 si l'élection a été acquise au deuxième tour.

⁵ Si les observations et réclamations sont trop longues pour être consignées dans cet espace, elles sont rédigées sur une feuille annexe, signée et paraphée par les membres du bureau, qui est jointe au procès-verbal. Mention de cette annexion est faite au bas du paragraphe « Observations et réclamations ».



3. Clôture du procès-verbal

Le présent procès-verbal, dressé et clos, le vingt-sept février 2025, à 18 heures ⁵¹minutes, en double exemplaire ⁷ a été, après lecture, signé par le maire (ou son remplaçant), les assesseurs et le secrétaire.

La maire (ou son remplaçant),



Les assesseurs,

Le secrétaire,

⁷ Le premier exemplaire du procès-verbal est conservé au secrétariat de la mairie avec un exemplaire de la feuille de proclamation. Le second exemplaire doit être aussitôt transmis, avec toutes les autres pièces annexées, au représentant de l'État.

Envoyé en préfecture le 10/03/2025

Reçu en préfecture le 10/03/2025

Publié le

ID : 040-214002024-20250227-PV2025022702-AU



Effectif légal du conseil municipal

23

TABLEAU DU CONSEIL MUNICIPAL

(art. L. 2121-1 du code général des collectivités territoriales – CGCT)

L'ordre du tableau détermine le rang des membres du conseil municipal. Après le maire, prennent rang, dans l'ordre du tableau, les adjoints puis les conseillers municipaux.

L'ordre du tableau des adjoints est déterminé, sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 2122-7-2 et du second alinéa de l'article L. 2113-8-2 du CGCT, par l'ordre de nomination et, entre adjoints élus le même jour sur la même liste de candidats aux fonctions d'adjoints, par l'ordre de présentation sur cette liste.

L'ordre du tableau des conseillers municipaux est déterminé :

1° Par la date la plus ancienne de leur élection intervenue depuis le dernier renouvellement intégral du conseil municipal ;

2° Entre conseillers élus le même jour, par le plus grand nombre de suffrages obtenus ;

3° Et, à égalité de voix, par la priorité d'âge.

Une copie du tableau est transmise au préfet au plus tard à 18 heures le lundi suivant l'élection du maire et des adjoints (art. R. 2121-2 du CGCT).

Fonction ¹	Qualité (M. ou Mme)	NOM ET PRÉNOM	Date de naissance	Date de la plus récente élection à la fonction	Suffrages obtenus par la liste (en chiffres)
Maire	Mme	SABOURAULT Bérengère	25/04/1964	21/01/2025	721
Première adjointe	Mme	CASTAY Christine	24/07/1960	15/03/2020	721
Deuxième adjoint	M.	GABOULEAUD Jean-Jacques	24/02/1961	15/03/2020	721
Troisième adjointe	Mme	DARRECAMP Catherine	26/03/1960	21/09/2023	721
Quatrième adjoint	M.	AUZEMERY Albert	19/07/1947	15/03/2020	721
Cinquième adjointe	Mme	RAVET Delphine	03/07/1973	27/02/2025	721
Sixième adjoint	M.	ROSSONI Raphaël	11/09/1962	24/10/2023	721
Conseiller	M.	TABOURIECH Marc	26/01/1957	15/03/2020	721
Conseiller	M.	Gérard LE BAIL	10/03/1958	15/03/2020	721
Conseiller	M.	HONTANG Guy	03/04/1959	15/03/2020	721
Conseiller	M.	MUCCI Dominique	07/04/1959	15/03/2020	721
Conseillère	Mme	BIENFAIT – CAUP Claire	25/05/1962	15/03/2020	721
Conseillère	Mme	BARCELO Nicole	26/05/1963	15/03/2020	721
Conseiller	M.	MARTINEZ Pascal	24/07/1967	15/03/2020	721
Conseiller	M.	IRLANDES Guilhem	04/09/1978	15/03/2020	721
Conseillère	Mme	LOUREIRO Virginie	27/02/1981	15/03/2020	721
Conseillère	Mme	AVOUAC Elise	11/11/1985	15/03/2020	721
Conseiller	M.	DUROU Florian	28/03/1995	15/03/2020	721
Conseiller	M.	DELUCQ Valentin	25/09/1997	15/03/2020	721
Conseillère	Mme	VILLENAVE Eva	09/03/2000	15/03/2020	721

Cachet de la mairie :



Certifié par Madame le maire,

A, Narrosse le 27/02/2025

¹ Préciser : maire, adjoint (indiquer le numéro d'ordre de l'adjoint) ou conseiller.



REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPALde la Commune de **NARROSSE**

~~~~~

Séance du 27/02/2025

Délibération n° 2025/02/27-03

**Convention portant sur les missions de police de l'urbanisme  
réalisées par le service commun ADS de la Communauté  
d'Agglomération du Grand Dax**

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à 18 h 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué le vingt-et-un février, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Mme Bérengère SABOURAULT, en qualité de Maire,**

M. Albert AUZEMERY ; M. Marc TARBOURIECH ; M. Gérard LE BAIL ; M. Guy HONTANG ; Mme Catherine DARRECAMP ; Christine CASTAY ; M. Jean-Jacques GABOULEAUD ; Mme Claire BIENFAIT ; M. Raphaël ROSSONI ; Nicole BARCELO ; Mme Bérengère SABOURAULT ; Mme Delphine RAVET ; Mme Virginie LOUREIRO ; Mme Elise AVOUAC ; M. Florian DUROU ; Mme Eva VILLENAVE

**Absent excusé** : M. Pascal MARTINEZ

**Procurations :**

|                  |   |                      |
|------------------|---|----------------------|
| Dominique MUCCI  | à | Bérengère SABOURAULT |
| Guilhem IRLANDES | à | Florian DUROU        |
| Valentin DELUCQ  | à | Virginie LOUREIRO    |

**Secrétaire de séance** : Mme Christine CASTAY

| NOMBRE DE MEMBRES |                         |                                       |
|-------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| En Exercice       | Ayant participé au vote | Suffrages exprimés                    |
| 20                | 19                      | Pour: 19<br>Contre: 00<br>Abstention: |

Madame la Maire expose,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2121-29 et L5216-5-VI,





**Vu** les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Grand Dax,  
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L5211-4-2 permettant en dehors des compétences transférées à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres de se doter de services communs,  
**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment son article R423-15 autorisant une commune, compétente en matière d'urbanisme à charger un Etablissement public de coopération intercommunale d'instruire les actes d'urbanisme relevant normalement de ses compétences,  
**Vu** la loi ALUR du 24 mars 2014 et notamment son article 134 mettant fin au 1<sup>er</sup> juillet 2015 à la mise à disposition gratuite des services de l'Etat pour l'instruction des autorisations d'urbanisme dans les communes appartenant à des communautés de plus de 10 000 habitants,  
**Vu** la délibération du conseil communautaire du Grand Dax en date du 25 février 2015 créant le service commun d'instruction des autorisations d'urbanisme,  
**Vu** la délibération du conseil communautaire du Grand Dax en date du 14 avril 2021 approuvant la convention entre la communauté d'agglomération du Grand Dax et les communes relative à l'intervention du service commun d'application du droit des sols (ADS),  
**Vu** la délibération du conseil communautaire en date du 22 mai 2024 approuvant les tarifs applicables aux missions de police de l'urbanisation confiées au service commun ADS par les communes,  
**Vu** la délibération du conseil municipal en date du 06 juillet 2021 approuvant la convention pour la création du service commun d'instruction des autorisations d'urbanisme,  
**Considérant** que les modalités d'organisation prévues dans la convention initiale signée entre la commune et le Grand Dax doivent être modifiées par avenant pour étendre les missions du service commun ADS à l'accompagnement des communes dans la mise en œuvre de leur pouvoir de police de l'urbanisme (conformité et infraction),  
**Considérant** qu'il a été proposé aux communes qui le souhaitent de recourir au service des instructeurs du Grand Dax pour les assister et pour intervenir, pour leur compte, dans le suivi de la conformité des travaux et la gestion des infractions d'urbanisme,  
**Considérant** que le coût de ces nouvelles missions est répercuté sur les communes, en facturant directement aux communes bénéficiaires du service la charge financière de ces nouvelles prestations,  
**Considérant** que le Grand Dax facture aux communes le coût lié aux missions de police de l'urbanisme selon un forfait à l'acte calculé en fonction du type de dossier et du temps nécessaire aux traitements de ceux-ci,  
**Considérant** que le taux horaire d'un instructeur est fixé à 37,33 € (1/2 ETP : salaire chargé + matériel + véhicule),  
**Considérant** qu'un temps passé a été déterminé, selon le type de dossier, pour réaliser la procédure administrative, le récolement sur le terrain et le suivi du dossier (envoi attestation de contestation, courrier de mise en demeure, etc.) :

La présente délibération a pour objet d'approuver la mise en œuvre des nouvelles missions du service commun ADS pour le compte des communes membres intéressées en matière de police de l'urbanisme et la validation des tarifs applicables à la mission police de l'urbanisme par les agents du service commun ADS.





**APRES AVOIR ENTENDU Madame la Maire,**

**Le Conseil municipal, à l'unanimité,**

**APPROUVE**, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2025, la mise en œuvre des nouvelles missions du service ADS pour le compte de la commune intéressée en matière de police de l'urbanisme telles que présentées ci-dessus,

**APPROUVE** à compter du 1<sup>er</sup> mars 2025, les tarifs applicables à la mission de police de l'urbanisme par les agents du service commun ADS tels que présentés ci-dessous et annexés à la présente délibération ainsi que les modalités susvisées de mise en œuvre de la facturation de ces nouvelles missions.

Les tarifs applicables à la mission police de l'urbanisme sont ainsi les suivants :

|                                                                                     |       |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| - ----- déclaration préalable .....                                                 | 90 €  |
| - ----- permis de construire individuel .....                                       | 110 € |
| - ----- permis de construire autre qu'individuel (collectif, tertiaire, etc.) ..... | 150 € |
| - ----- permis d'aménager .....                                                     | 190 € |
| - ----- gestion infraction .....                                                    | 230 € |

**CHARGE** Madame La Maire et la Directrice Générale des Services, chacune en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Ainsi délibéré à NARROSSE, les jour, mois et an que dessus.  
Pour Extrait Certifié Conforme.

La Maire

La secrétaire

**Bérengère SABOURAULT**

**Christine CASTAY**



Publiée le

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ainsi que le cas échéant de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Pau (sur place ou par envoi postal à l'adresse suivante : Villa Noulbos - 50, Cours Lyautey - 64000 Pau Cedex, ou par voie dématérialisée à l'adresse <http://www.telerecours.fr/>).



## REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
de la Commune de NARROSSE

~~~~~

Séance du 27/02/2025

Délibération n° 2025/02/27-04

Mise à jour du Plan Communal de Sauvegarde

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à 18 h 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué le vingt-et-un février, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Mme Bérengère SABOURAULT, en qualité de Maire,**

M. Albert AUZEMERY ; M. Marc TARBOURIECH ; M. Gérard LE BAIL ; M. Guy HONTANG ; Mme Catherine DARRECAMP ; Christine CASTAY ; M. Jean-Jacques GABOULEAUD ; Mme Claire BIENFAIT ; M. Raphaël ROSSONI ; Nicole BARCELO ; Mme Bérengère SABOURAULT ; Mme Delphine RAVET ; Mme Virginie LOUREIRO ; Mme Elise AVOUAC ; M. Florian DUROU ; Mme Eva VILLENAVE

Absent excusé : M. Pascal MARTINEZ

Procurations :

Dominique MUCCI	à	Bérengère SABOURAULT
Guilhem IRLANDES	à	Florian DUROU
Valentin DELUCQ	à	Virginie LOUREIRO

Secrétaire de séance : Mme Christine CASTAY

NOMBRE DE MEMBRES		
En Exercice	Ayant participé au vote	Suffrages exprimés
20	19	Pour: Contre: 00 Abstention:

Le service PCS du CDG40 propose une convention assurant la mise à jour du PCS et du DICRIM.

Délibération n° 2025.02.27-04



La mise à jour des PCS et DICRIM permettra :

- De prendre en compte les modifications introduites par le nouveau document départemental sur les risques majeurs (DDRM) arrêté par les services de l'Etat dans le département ;
- De prendre en compte tous les changements de personnels, de mise à jour des tableaux relatifs aux personnes nécessitant une attention particulière, de numéros de téléphone des élu-e-s et référent-e-s, ainsi que la mise à jour de la cartographie (notamment concernant le risque inondation) ;
- De réaliser une mise à jour du système d'alerte et d'information des populations (SAIP) ainsi que l'affichage obligatoire en mairie concernant les risques majeurs.

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile, notamment les titres I et II et les décrets d'application ;

Vu la loi n°2021-1520 du 25 novembre 2021, notamment le titre Ier et les décrets d'application

Vu le décret n° 2005-1269 du 12 octobre 2005 relatif au code d'alerte national et aux obligations des services radio et de télévision et des détenteurs de tout autre moyen de communication au public et pris en application de l'article L.737-7 du code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde, pris pour application de l'article 13 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu le décret n° 2005-1157 du 13 septembre 2005 relatif au plan ORSEC, pris en application des articles L.741-1 à L.741-5 du code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 relatif aux plans particuliers d'intervention concernant certains ouvrages ou installations fixes pris pour application de l'article 15 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu les articles L.1424-3, L.1424-4, L.2211-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L.125-2 et R.125-9 à R.125-14 du Code de l'environnement sur le droit à l'information ;

Vu les articles L.563-3 et R.563-11 à R.563-15 du Code de l'environnement qui prescrivent l'implantation de repères de crue dans les zones inondables (la liste de ces repères et la carte communale de leur implantation doivent figurer dans le DICRIM) ;



Vu les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 du Code de l'environnement définissant les conditions d'information sur les risques des locataires ou acquéreurs d'un bien immobilier à partir des documents mis à disposition des maires par le préfet de chaque département ;

Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale ;

Vu la circulaire ministérielle INTE 0500080C du 12 août 2005 relative aux réserves communales de sécurité civile ;

Vu le projet de convention présenté en annexe,

Le conseil municipal, à l'unanimité :

APPROUVE la convention cadre portant sur la mise à jour du Plan communal de sauvegarde présentée en annexe,

AUTORISE la Maire à intervenir sur toutes pièces et formalités afférentes.

Ainsi délibéré à NARROSSE, les jour, mois et an que dessus.
Pour Extrait Certifié Conforme.

La Maire

La secrétaire

Bérengère SABOURAULT

Christine CASTAY



Publiée le

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ainsi que le cas échéant de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Pau (sur place ou par envoi postal à l'adresse suivante : Villa Noulibos - 50, Cours Lyautey - 64000 Pau Cedex, ou par voie dématérialisée à l'adresse <http://www.telerecours.fr/>).



REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

de la Commune de **NARROSSE**

~~~~~

Séance du 27/02/2025

**Délibération n° 2025/02/27-05**

### **Délibération portant demande de subvention pour la programmation culturelle 2025**

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à 18 h 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué le vingt-et-un février, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Mme Bérengère SABOURAULT, en qualité de Maire,**

M. Albert AUZEMERY ; M. Marc TARBOURIECH ; M. Gérard LE BAIL ; M. Guy HONTANG ; Mme Catherine DARRECAMP ; Christine CASTAY ; M. Jean-Jacques GABOULEAUD ; Mme Claire BIENFAIT ; M. Raphaël ROSSONI ; Nicole BARCELO ; Mme Bérengère SABOURAULT ; Mme Delphine RAVET ; Mme Virginie LOUREIRO ; Mme Elise AVOUAC ; M. Florian DUROU ; Mme Eva VILLENAVE

**Absent excusé :** M. Pascal MARTINEZ

#### **Procurations :**

|                  |   |                      |
|------------------|---|----------------------|
| Dominique MUCCI  | à | Bérengère SABOURAULT |
| Guilhem IRLANDES | à | Florian DUROU        |
| Valentin DELUCQ  | à | Virginie LOUREIRO    |

**Secrétaire de séance :** Mme Christine CASTAY

| NOMBRE DE MEMBRES |                         |                                       |
|-------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| En Exercice       | Ayant participé au vote | Suffrages exprimés                    |
| 20                | 19                      | Pour: 19<br>Contre: 00<br>Abstention: |

La commune de Narrosse souhaite proposer une programmation culturelle variée et inclusive pour l'année 2025, visant à enrichir la vie culturelle de ses habitants et à attirer de nouveaux visiteurs.



Deux temps forts sont prévus : la "Fête du Jeu pour Tous" dans l'espace ludothèque et le concours de chant "The Narrosse Kids" pour la Fête de la Musique suivi d'un opéra jazz avec 45 enfants sur scène.

La médiathèque de Narrosse ouvrira aussi ses portes en mai 2025 et la programmation bénéficiera, à ce moment-là, d'une équipe de professionnels et de bénévoles élargie et d'une capacité d'accueil quadruplée.

Ces animations favoriseront :

1. **La promotion de la diversité culturelle** : La programmation inclura des événements couvrant une large gamme de disciplines artistiques, telles que la danse, le théâtre, la musique et les arts visuels, afin de refléter la diversité culturelle de notre commune.
2. **L'accès à la culture pour tous** : Nous nous engageons à rendre les événements accessibles à tous les publics, y compris les jeunes, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap, en proposant la gratuité et des activités adaptées.
3. **Le renforcement du tissu social** : Les événements culturels offriront des opportunités de rencontre et de partage, favorisant la cohésion sociale et le vivre ensemble au sein de notre commune.

Le plan de financement envisagé est le suivant :

| Dépenses                                       |                   | Recettes              |                   |
|------------------------------------------------|-------------------|-----------------------|-------------------|
| Programmation culturelle 2025<br>15 spectacles |                   | Autofinancement       | 4 293,85 €        |
|                                                |                   | Subvention CD40       | 3 513,15 €        |
| <b>Total dépenses</b>                          | <b>7 807,00 €</b> | <b>Total recettes</b> | <b>7 807,00 €</b> |

Le Conseil Municipal est amené à se prononcer sur la validation de la programmation et la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Landes.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

- **APPROUVE** la programmation culturelle 2025 telle que présentée,
- **VALIDE** le plan de financement prévisionnel suivant :

| Dépenses                                       |                   | Recettes              |                   |
|------------------------------------------------|-------------------|-----------------------|-------------------|
| Programmation culturelle 2025<br>15 spectacles |                   | Autofinancement       | 4 293,85 €        |
|                                                |                   | Subvention CD40       | 3 513,15 €        |
| <b>Total dépenses</b>                          | <b>7 807,00 €</b> | <b>Total recettes</b> | <b>7 807,00 €</b> |



- **CHARGE** Madame la Maire des formalités nécessaires au dépôt de la demande de subventions auprès du Conseil Départemental des Landes,
- **DIT** que les crédits pour le financement de cette programmation seront inscrits au budget primitif 2025 de la Commune.

Ainsi délibéré à NARROSSE, les jour, mois et an que dessus.  
Pour Extrait Certifié Conforme.

La Maire

**Bérengère SABOURAULT**



La secrétaire

**Christine CASTAY**

**Publiée le**

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ainsi que le cas échéant de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Pau (sur place ou par envoi postal à l'adresse suivante : Villa Noulibos - 50, Cours Lyautey - 64000 Pau Cedex, ou par voie dématérialisée à l'adresse <http://www.telerecours.fr/>).





# REPUBLIQUE FRANCAISE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL de la Commune de NARROSSE

~~~~~

Séance du 27/02/2025

Délibération n° 2025/02/27-06

Délibération portant adhésion à l'association « Du cinéma plein mon cartable »

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à 18 h 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué le vingt-et-un février, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Mme Bérengère SABOURAULT, en qualité de Maire,**

M. Albert AUZEMERY ; M. Marc TARBOURIECH ; M. Gérard LE BAIL ; M. Guy HONTANG ; Mme Catherine DARRECAMP ; Christine CASTAY ; M. Jean-Jacques GABOULEAUD ; Mme Claire BIENFAIT ; M. Raphaël ROSSONI ; Nicole BARCELO ; Mme Bérengère SABOURAULT ; Mme Delphine RAVET ; Mme Virginie LOUREIRO ; Mme Elise AVOUAC ; M. Florian DUROU ; Mme Eva VILLENAVE

Absent excusé : M. Pascal MARTINEZ

Procurations :

Dominique MUCCI	à	Bérengère SABOURAULT
Guilhem IRLANDES	à	Florian DUROU
Valentin DELUCQ	à	Virginie LOUREIRO

Secrétaire de séance : Mme Christine CASTAY

NOMBRE DE MEMBRES		
En Exercice	Ayant participé au vote	Suffrages exprimés
20	19	Pour: 19 Contre: 00 Abstention:

Mme la Maire présente l'association "Cinéma plein mon cartable" et la proposition d'adhésion de la commune pour 2025. Cette adhésion revêt une importance particulière pour les raisons suivantes :

1. Promotion de l'éducation à l'image

Délibération n° 2025.02.27-06



2. Actions de promotion, d'animation et de diffusion

3. Activités éducatives et de loisirs

Les activités de l'association se structurent autour de deux axes principaux :

- **Animation – Éducation – Formation** : Des ateliers, des stages et des formations seront proposés pour sensibiliser les jeunes et les éducateurs à la culture cinématographique.
- **Exploitation – Cinéma de Proximité** : Des projections de films seront organisées localement, avec une programmation diversifiée et accessible à tous, favorisant ainsi l'accès à la culture pour l'ensemble de la population.

Les conditions financières d'adhésion sont les suivantes :

L'adhésion est annuelle (année civile). Son montant est fixé, pour l'année 2025, à :

- 100 € pour les adhérents collectifs,
- Sur présentation de justificatif d'adhésion à CINA, DCPMC proposera 1 intervention en salles gratuite (dispositifs CINA + séance du cinéphile) en plus des 3 prévues ci-dessous.

Outre la possibilité de participer à une action collective de développement de l'action culturelle et éducative autour du cinéma, l'adhésion, pour les associations, donne droit :

- à 3 interventions d'animation (environ 2 heures) non-payantes par an ;
- au-delà de 3, ces interventions seront facturées 40 euros au lieu de 50 euros (participation aux frais de déplacements mutualisés) ;
- 1 projection en plein air au tarif de 550 € TTC pour la prestation.

En adhérant à l'association "Cinéma plein mon cartable", notre commune s'engage dans une démarche active de promotion de l'éducation à l'image et d'enrichissement culturel pour tous.

Cette initiative reflète notre volonté de soutenir l'éducation, la culture et le lien social au sein de Narrosse.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur l'opportunité de valider cette adhésion, qui apportera des bénéfices significatifs à notre commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE l'adhésion à l'association « Du cinéma plein mon cartable » dans les conditions énumérées ci-dessus,



CHARGE Madame la Maire des formalités nécessaires à cette adhésion,

DIT que les crédits pour son financement seront inscrits au budget primitif 2025 de la Commune.

Ainsi délibéré à NARROSSE, les jour, mois et an que dessus.
Pour Extrait Certifié Conforme.

La Maire

Bérengère SABOURAULT



La secrétaire

Christine CASTAY

Publiée le

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ainsi que le cas échéant de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Pau (sur place ou par envoi postal à l'adresse suivante : Villa Noullobos - 50, Cours Lyautey - 64000 Pau Cedex, ou par voie dématérialisée à l'adresse <http://www.telerecours.fr/>).



REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

de la Commune de **NARROSSE**

~~~~~

Séance du 27/02/2025

Délibération n° 2025/02/27-07

**Délibération donnant mandat au Centre de gestion des  
Landes pour lancer la consultation ayant pour objet de  
conclure une convention de participation dans le domaine  
de la santé**

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à 18 h 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué le vingt-et-un février, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Mme Bérengère SABOURAULT, en qualité de Maire,**

M. Albert AUZEMERY ; M. Marc TARBOURIECH ; M. Gérard LE BAIL ; M. Guy HONTANG ; Mme Catherine DARRECAMP ; Christine CASTAY ; M. Jean-Jacques GABOULEAUD ; Mme Claire BIENFAIT ; M. Raphaël ROSSONI ; Nicole BARCELO ; Mme Bérengère SABOURAULT ; Mme Delphine RAVET ; Mme Virginie LOUREIRO ; Mme Elise AVOUAC ; M. Florian DUROU ; Mme Eva VILLENAVE

**Absent excusé :** M. Pascal MARTINEZ

### Procurations :

|                  |   |                      |
|------------------|---|----------------------|
| Dominique MUCCI  | à | Bérengère SABOURAULT |
| Guilhem IRLANDES | à | Florian DUROU        |
| Valentin DELUCQ  | à | Virginie LOUREIRO    |

**Secrétaire de séance :** Mme Christine CASTAY

| NOMBRE DE MEMBRES |                         |                                       |
|-------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| En Exercice       | Ayant participé au vote | Suffrages exprimés                    |
| 20                | 19                      | Pour: 19<br>Contre: 00<br>Abstention: |



Madame la Maire informe le Conseil que la réforme de la protection sociale complémentaire initiée par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique et le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, rend la participation financière des employeurs publics au financement des garanties couvrant le risque santé de leurs agents obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, avec un montant minimum de 15€ brut mensuel (selon l'article 6 du décret n°2022-581).

Les garanties minimales sont celles du « contrat responsable », complétées du « panier de soins ».

La couverture santé couvre les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident de la vie (soins courants, médicaments, hospitalisation, frais dentaires, équipement optique, aides auditives).

Le dispositif réglementaire prévoit donc trois possibilités pour les collectivités, exclusives l'une de l'autre, s'agissant de la couverture santé :

- La mise en place d'une convention de participation via une procédure de mise en concurrence lancée en propre
- L'adhésion à une convention de participation proposée par leur Centre de gestion
- L'adhésion des agents à un contrat individuel labellisé

Aux termes de l'article 25-1 de l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 les centres de gestion ont, en effet, l'obligation de conclure une convention de participation pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent.

Par conséquent, le Centre de gestion des Landes a décidé de lancer en 2025 une consultation afin de conclure une convention de participation dans le domaine de la santé. Il propose aux collectivités intéressées de se joindre à cette procédure en lui donnant mandat par délibération.

Afin de respecter l'échéance imposée par le décret et en fonction des mandats confiés par les collectivités, le Centre de gestion sera en mesure de proposer une convention de participation dans le domaine de la santé à l'été 2025 pour un début d'exécution du marché au 1<sup>er</sup> janvier 2026.

A l'issue de cette consultation la collectivité conservera l'entière liberté de signer ou non la convention de participation qui leur sera proposée.

Les garanties et les taux de cotisation obtenus seront présentés aux collectivités ayant donné mandat qui seront amenées à les présenter à leur organe délibérant.

**Vu** le code général de la fonction publique ;

**Vu** l'article 4 du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 ;

**Vu** l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 ;

**Vu** le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 ;



**Vu** l'avis du comité social territorial départemental du Centre de Gestion des Landes du 13/01/25 ;

**Vu** l'exposé de Madame la Maire ;

**Considérant** l'intérêt de participer au marché mutualisé proposé par le Centre de gestion des Landes et afin de pouvoir prendre une décision avant fin 2025 ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**DONNE mandat** au Centre de Gestion des Landes pour lancer la consultation auprès des assureurs, nécessaire à la conclusion d'une convention de participation dans le domaine de la santé, conformément à l'article 25-1 de l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021.

**PREND ACTE** que les tarifs et garanties lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre la décision **de signer ou non** la convention de participation souscrite par le Centre de gestion dont la prise d'effet sera fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Ainsi délibéré à NARROSSE, les jour, mois et an que dessus.  
Pour Extrait Certifié Conforme.

La Maire

Bérengère SABOURAULT



La secrétaire

Christine CASTAY

Publiée le

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ainsi que le cas échéant de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Pau (sur place ou par envoi postal à l'adresse suivante : Villa Noullobos - 50, Cours Lyautey - 64000 Pau Cedex, ou par voie dématérialisée à l'adresse <http://www.telerecours.fr/>).